CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL DES SERVICES ADMINISTRATIFS COMMUNAUX POUR LA GESTION DES AFFAIRES SCOLAIRES

Entre les soussignés :

Commune des Achards représentée par son Maire dûment habilité par délibération du M. VALLA Michel, ci-après dénommé "la commune",
d'une part,

Et : La Communauté de Communes du Pays des Achards représentée par son Président dûment habilité par délibération **22 février 2023**, M. Patrice PAGEAUD, ci-après dénommé "l'EPCI"
d'autre part,

VU Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16;

VU les statuts de l'EPCI ;

Vu la convention de mise à disposition des services administratifs approuvée par délibération RGLT 16.541.145 du 14/12/16

PRÉAMBULE

En 2017, la compétence « petite enfance – enfance – jeunesse » a été transférée à l'EPCI.

De 2017 à 2022, la gestion administrative des affaires scolaires et de la restauration scolaire était assurée par les mairies, pour le compte de l'EPCI.

A compter du **1^{er} mars 2023**, la gestion administrative des restaurants scolaires est assurée de manière pleine et entière par l'EPCI.

La gestion administrative des écoles est conservée par les mairies.

Cette convention précise donc les missions confiées à ces dernières et les conditions retenues.

La présente convention annule et remplace la convention sus-visée.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUIV

ARTICLE 1er : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Suite à l'avis favorable du comité technique placé auprès du centre de gestion en date du 8 décembre 2016, la commune met à disposition de l'EPCI la partie de service nécessaire à l'exercice de la compétence qui lui est partiellement dévolue.

Les missions concernées sont les suivantes :

Missions concernant la gestion administrative des écoles
Management de proximité des ATSEM et personnels affectés à l'entretien de l'école
Gestion des plannings de ces agents (établissement du temps de travail en lien avec l'EPCI, renseignement du document excel permettant le calcul du temps et de travail et le suivi des heures réalisées)
Relais de proximité concernant la gestion des ressources humaines : <ul style="list-style-type: none">- Transmettre des éléments de paye chaque mois,- Assurer le remplacement des agents en cas d'absences,- Réaliser des entretiens professionnels,- Suivre des congés maladie,- Mise en place du service minimum en cas de grève
Finances – comptabilité : <ul style="list-style-type: none">- Réalisation des engagements et bons de commande- Suivi du budget de l'école- Participation à l'élaboration budgétaire
Relations avec les familles (inscriptions scolaires notamment)
Participation aux conseil d'écoles
Lien avec le chef(fe) d'établissement de l'école privée (si nécessaire)

La mise à disposition concerne 1 agent territorial.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ce service.

La structure du service mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties. La présente mise à disposition du service s'exerce, s'agissant du personnel, dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La présente convention est prévue pour une durée **de 3 ans, à compter du 1^{er} mars 2023**. Elle pourra être renouvelée par reconduction tacite pour une durée identique.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de l'EPCI pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leur fonction sous l'autorité fonctionnelle du président de l'EPCI.

Ce dernier adresse directement au responsable du service les instructions nécessaires à l'exécution des tâches. Il contrôle l'exécution des tâches.

Le maire est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le maire, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par l'EPCI.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de la commune.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION

Les conditions d'exercice des fonctions mis à disposition au sein de l'EPCI sont établies par l'EPCI.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la commune, laquelle prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe l'EPCI qui, sur ce point, peut émettre des avis s'il le souhaite. La commune délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de l'EPCI si ces décisions ont un impact substantiel pour celui-ci.

La commune verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités). Le personnel mis à disposition est, en revanche, indemnisé directement par l'EPCI pour les frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur en son sein.

ARTICLE 5 : MISE À DISPOSITION DES BIENS MATERIELS

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la commune, même s'ils sont mis à la disposition de l'EPCI.

ARTICLE 6 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT

Conformément à la décision prise lors de la commission finances du 16/11/22, le coût de la mise à disposition des services administratifs pour la gestion administrative des affaires scolaires, est à titre gratuit.

ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Le bureau communautaire est chargé :

- D'examiner les conditions financières de ladite convention ;
- Le cas échéant, d'être force de proposition pour améliorer la mutualisation des services entre l'EPCI et la Commune.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Durant la mise à disposition du service, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité de l'EPCI.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa

précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

ARTICLE 9 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La mise à disposition prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

Elle peut également prendre fin de manière anticipée à la demande d'une des parties cocontractantes, pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services, à l'issue d'un préavis de 6 mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Nantes, dans le respect des délais de recours.

ARTICLE 11 : DISPOSITIONS TERMINALES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait aux Achards, le _____ en 2 exemplaires.

Pour l'EPCI,

Pour la commune,

Le Président,

Patrice PAGEAUD

Le Maire,

Michel VALLA